

*Article 29 du Règlement*

Le gouvernement sud-africain a-t-il donné le moindre signe qu'il entendait prendre l'une ou l'autre de ces mesures? Loin d'abolir ou même de commencer à abolir l'apartheid, il a consolidé cette politique. Si, pendant un temps, l'état d'urgence a été levé, voici que, il y a quelques jours, les autorités l'ont réimposé avec une brutalité horrible, en emprisonnant des milliers de personnes et en infligeant des mauvais traitements à des milliers d'autres. Est-ce bien ce qu'on peut qualifier de progrès? Nelson Mandela a-t-il été libéré? A-t-on libéré d'autres personnes emprisonnées pour leur opposition à l'apartheid? Loin de là. Comme je l'ai dit il y a un instant, des milliers de personnes ont été jetées en prison depuis que l'état d'urgence a de nouveau été imposé. La liberté politique a-t-elle été instaurée? L'interdiction qui pesait sur le Congrès national africain et d'autres partis a-t-il été levé? Absolument pas.

Le gouvernement n'a rien fait non plus pour susciter le dialogue entre gens de races, d'allégeances politiques et de religions différentes. Non seulement il n'a rien fait, mais, dès que le Groupe des personnalités imminentes a pu constater que tous les éléments du Congrès national africain étaient disposés à entamer le dialogue, le gouvernement a accentué la répression plus que jamais. Il ne voulait pas de ce dialogue.

Je rappelle à la Chambre ces cinq mesures réclamées à l'Afrique du Sud en octobre. Je demande maintenant au secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourquoi nous ne prenons pas les mesures qu'il nous avait annoncées dans un éloquent discours le 13 septembre 1985. Pourquoi ne prenons-nous pas des sanctions complètes? Le ministre a dit que l'Afrique du Sud ne devait pas se faire d'illusions, que nous en prendrions à moins que ne soient enregistrés de nets progrès vers l'élimination de l'apartheid. Voilà pourquoi il est d'une importance absolument cruciale de tenir ce débat aujourd'hui. Le gouvernement canadien n'a pas pris les mesures qu'il avait promis d'invoquer s'il n'y avait aucun progrès. Je le dis et je le répète, non seulement il n'y a pas eu de progrès, mais nous sommes au bord du bain de sang.

Les sanctions les plus rigoureuses, que nous n'avons cessé de réclamer ces neuf derniers mois parce que le gouvernement sud-africain ne bougeait pas, étaient le minimum de ce qu'on pouvait attendre, lorsque le ministre a commenté avant-hier le rapport du Groupe des Sages. Ce qu'il a proposé est infime. Est-ce ainsi que le gouvernement joue son rôle de chef de file, ce rôle qu'il prétend s'arroger? Est-ce tout ce qu'il a à proposer? Le gouvernement de la Grande-Bretagne sera-t-il le moins impressionné? Bien sûr que non, pas plus que les autres pays, pas plus que les autres membres du Commonwealth. Nous avons également précisé les sanctions que nous réclamions même avant l'imposition récente de l'état d'urgence, juste avant la publication du rapport du Groupe des personnalités éminentes. Est-ce trop demander qu'on les applique maintenant?

A mon avis, on fait confiance au Canada autant sinon plus qu'à bien des membres du Commonwealth et même qu'aux Nations Unies pour ce qui est de comprendre les espoirs, les aspirations des noirs en Afrique du Sud ou dans les pays qui se sont joints récemment au Commonwealth ainsi que les problèmes que peut éprouver le gouvernement britannique, qui a de lourds investissements en Afrique du Sud. Je crois que nous comprenons, que nous pouvons comprendre les deux points de

vue. J'estime que nous aurions pu faire infiniment plus pour essayer de convaincre le gouvernement britannique qu'il aurait dû commencer à prendre des mesures il y a des années.

Dès 1961, à l'époque où le très honorable John Diefenbaker contestait déjà la politique de l'Afrique du Sud, la Grande-Bretagne aurait dû commencer à freiner ses échanges commerciaux et ses investissements avec ce pays. Nous savions alors, et les Britanniques auraient dû savoir eux aussi que l'apartheid était condamné. Les choses se seraient faites petit à petit, car il est vrai qu'on ne pouvait peut-être pas tout changer du jour au lendemain. Mais pourquoi n'ont-ils pas fait évoluer la situation graduellement au cours des 25 dernières années au lieu d'affermir la politique d'apartheid? Pourquoi le gouvernement du Canada n'a-t-il pas rappelé au gouvernement britannique qu'il importait de prendre des mesures pour être à même d'imposer des sanctions économiques complètes lorsque le pire viendrait—et, croyez-moi, le pire est venu.

Quoi qu'il en soit, nous ne l'avons pas fait, et le Royaume-Uni n'a pris aucune mesure de sa propre initiative au fil des ans. Ce n'est pas une raison pour que le Canada veuille maintenant continuer à se contenter de petites mesures timides, bien modérées. Ce n'est pas une raison. Le gouvernement canadien a été vigilant, en ce qui concerne l'apartheid. Quelques mesures bien faibles ont été prises l'automne dernier. Mais pourquoi donc nous sommes-nous encore contentés cette semaine de demi-mesures? L'heure est passée des demi-mesures.

• (1530)

Si le débat de cet après-midi peut faire quelque chose, j'espère qu'il contribuera à convaincre le ministre, le premier ministre (M. Mulroney) et le gouvernement du Canada que nous ne devons pas attendre jusqu'en août, que nous devons prendre dès maintenant, c'est-à-dire en fin de semaine, les mesures unilatérales que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a promises le 13 septembre dernier, à savoir imposer des sanctions commerciales et financières obligatoires à l'Afrique du Sud.

J'ai déjà cité deux fois les propos du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais je me permets de répéter à nouveau ce qu'il a dit à la Chambre le 13 septembre:

... nous sommes prêts à aller jusqu'au bout s'il ne prend pas des mesures décisives pour mettre fin au régime d'apartheid.

Nous, Canadiens... notre gouvernement est prêt à aller jusqu'au bout. Je suppose que le ministre songeait alors à des sanctions tant diplomatiques qu'économiques, mais il songeait certes à des sanctions économiques.

Je conviens qu'il est souhaitable que le Commonwealth s'unisse dans cet effort. Je crois que le premier ministre pourrait essayer en fin de semaine de convaincre le gouvernement britannique, qui a fait preuve d'un laxisme incroyable à l'égard de l'apartheid, de réagir maintenant. J'espère que le premier ministre a parlé à M<sup>me</sup> Thatcher, comme nous l'avons prié et supplié de le faire. Je crois qu'il aurait aussi valu la peine que le premier ministre s'entretienne de cette question avec le vice-président américain ici même, à Ottawa, aujourd'hui. Aucun de nous ne souhaite—Dieu sait à quel point nous en abhorrons l'idée—de scission au sein du Commonwealth. Nous devons